



L'assassinat collectif perpétré mercredi 7 janvier 2015 au siège de Charlie Hebdo avait pour objectif de tuer des journalistes et des dessinateurs en raison de leurs opinions. Il endeuille les défenseurs de la liberté d'expression et saisit d'effroi l'ensemble de la société française. L'équipe du Monde diplomatique présente aux familles des victimes ainsi qu'à leurs amis ses condoléances, et les assure de sa solidarité.

Le massacre qui vient d'être commis contribue à une stratégie de la tension et de la peur dont les éléments sont, hélas, connus : fanatismes pseudo religieux, appels à un « choc des civilisations », grignotage des libertés publiques au prétexte, illusoire, de garantir la sécurité de tous et de remporter la « guerre contre le terrorisme ».

Une bataille cruciale est engagée. Elle a pour enjeu la définition même des lignes de fractures françaises. Des incendiaires voudraient enraciner en Europe un clivage opposant entre elles des fractions de la population définies en fonction de leur origine, de leur culture, de leur religion. Nous ferons tout au contraire pour qu'un même côté de la barricade rassemble tous les partisans d'une société émancipée, solidaire et joyeuse, pour laquelle se battaient aussi les journalistes et dessinateurs de Charlie Hebdo.

Monde diplomatique

<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2015-01-08-Charlie-Hebdo>

Trois mots pour les morts et pour les vivants

Un vieil ami japonais, Haruhisa Kato, ancien professeur à l'université Todai, m'écrit ceci : « *J'ai vu les images de la France tout entière en deuil. Jen suis profondément bouleversé. Dans le temps, j'ai beaucoup aimé les albums de Wolinski. Je suis abonné depuis toujours au Canard enchaîné. J'apprécie chaque semaine les dessins du Beauif de Cabu. J'ai toujours à côté de mon bureau son album Cabu et Paris, dont plusieurs dessins qu'il a peint de jeunes filles japonaises, touristes épanouies aux Champs-Élysées, sont admirables.* » Mais, plus loin, cette réserve : « L'édition du 1^{er} janvier du Monde commençait par ces mots : « *Un monde meilleur ? Cela suppose, d'abord, l'intensification de la lutte contre l'État islamique et sa barbarie aveugle.* » « *J'ai été très frappé par l'affirmation, passablement contradictoire me semble-t-il, qu'il faut passer par la guerre pour avoir la paix !* »

D'autres m'écrivent aussi de partout : Turquie, Argentine, États-Unis... Tous expriment de la compassion et de la solidarité, mais aussi de l'inquiétude : pour notre sécurité et pour notre démocratie, notre civilisation, j'allais dire notre âme. C'est à eux que je veux répondre, en même temps qu'à l'invitation de Libération. Il est juste que les intellectuels s'expriment, sans privilège, surtout pas celui d'une lucidité particulière, mais sans réticence et sans calcul. C'est un devoir de fonction, pour que la parole circule dans la cité à l'heure du péril. Aujourd'hui, dans l'urgence, je ne veux prononcer que trois ou quatre mots.

Communauté. Oui, nous avons besoin de communauté : pour le deuil, pour la solidarité, pour la protection, pour la réflexion. Cette communauté n'est pas exclusive, en particulier elle ne l'est pas de ceux, parmi les citoyens français ou immigrés, qu'une propagande de plus en plus virulente, réminiscence des épisodes les plus sinistres de notre histoire, assimile à l'invasion et au terrorisme pour en faire les boucs émissaires de nos peurs, de notre appauvrissement, ou de nos fantasmes. Mais elle ne l'est pas non plus de ceux qui croient aux thèses du Front national ou que séduit la prose de Houellebecq.

Elle doit donc s'expliquer avec elle-même. Et elle ne s'arrête pas aux frontières, tant il est clair que le partage des sentiments, des responsabilités et des initiatives qu'appelle la « guerre civile mondiale » en cours doit se faire en commun, à l'échelle internationale, et si possible (Edgar Morin a parfaitement raison sur ce point) dans un cadre cosmopolitique. C'est pourquoi la communauté ne se confond pas avec l'« union nationale ». Ce concept n'a pratiquement jamais servi qu'à des buts inavouables : imposer le silence aux questions dérangeantes et faire croire à l'inévitabilité des mesures d'exception. La Résistance elle-même (et pour cause) n'a pas invoqué ce terme. Et l'on vient déjà de voir comment, appelant au deuil national, ce qui est sa prérogative, le président de la République en profitait pour glisser une justification de nos interventions militaires, dont il n'est pas certain qu'elles n'aient pas contribué à faire glisser le monde sur sa pente actuelle. Après quoi viennent tous les débats piégés sur les partis qui sont « nationaux » et ceux qui ne le sont pas, dussent-ils en porter le nom. Veut-on donc faire concurrence à Mme Le Pen ?

Imprudence. Les dessinateurs de Charlie Hebdo ont-ils été imprudents ? Oui, mais le mot a deux sens, plus ou moins aisément démêlables (et, bien sûr, il entre ici une part de subjectivité). Mépris du danger, goût du risque, héroïsme si l'on veut. Mais aussi indifférence envers les conséquences éventuellement désastreuses d'une saine provocation : en l'occurrence le sentiment d'humiliation de millions d'hommes déjà stigmatisés, qui les livre aux manipulations de fanatiques organisés. Je crois que Charb et ses camarades ont été imprudents dans les deux sens du terme. Aujourd'hui que cette imprudence leur a coûté la vie, révélant du même coup le danger mortel que court la liberté d'expression, je ne veux penser qu'au premier aspect. Mais pour demain et après-demain (car cette affaire ne sera pas d'un jour), je voudrais bien qu'on réfléchisse à la manière la plus intelligente de gérer le second et sa contradiction avec le premier. Ce ne sera pas nécessairement de la lâcheté.

Jihad. C'est à dessein que pour finir je prononce le mot qui fait peur, car il est temps d'en examiner toutes les implications. Je n'ai que le début d'une idée à ce sujet, mais j'y tiens : notre sort est entre les mains des musulmans, si imprécise que soit cette dénomination. Pourquoi ? Parce qu'il est juste, bien sûr, de mettre en garde contre les amalgames, et de contrer l'islamophobie qui prétend lire l'appel au meurtre dans le Coran ou la tradition orale. Mais cela ne suffira pas. A l'exploitation de l'islam par les réseaux jihadistes - dont, ne l'oublions pas, des musulmans partout dans le monde et en Europe même sont les principales victimes - ne peut répondre qu'une critique théologique, et finalement une réforme du « sens commun » de la religion, qui fasse du jihadisme une contrevérité aux yeux des croyants. Sinon, nous serons tous pris dans le mortel étai du terrorisme, susceptible d'attirer à

lui tous les humiliés et offensés de notre société en crise, et des politiques sécuritaires, liberticides, mises en œuvre par des États de plus en plus militarisés. Il y a donc une responsabilité des musulmans, ou plutôt une tâche qui leur incombe. Mais c'est aussi la nôtre, non seulement parce que le « nous » dont je parle, ici et maintenant, inclut par définition beaucoup de musulmans, mais aussi parce que les chances d'une telle critique et d'une telle réforme, déjà ténues, deviendraient carrément nulles si nous nous accommodions encore longtemps des discours d'isolement dont, avec leur religion et leurs cultures, ils sont généralement la cible.

Étienne Ballibar, *Libération*

http://www.liberation.fr/debats/2015/01/09/trois-mots-pour-les-morts-et-pour-les-vivants_1177315

Le poison de l'union

« Maintenant, je voudrais vous faire part d'un malaise, qui me gagne depuis mercredi, avec ces foules qui se rassemblent dans la tristesse, avec ces « Je suis Charlie » brandis sur fond noir, avec ces minutes de silence décrétées d'en haut, avec ces drapeaux en berne, avec ces manifestations d'union nationale, avec des messes spéciales, avec ces grandes déclarations générales sur « la démocratie », « la République », avec tous les pompeux cornichons qui y vont de leur commentaire.

C'est ça, cette tristesse conformiste, au garde à vous, l'hommage rendu à des satiristes ? à des polémistes ? à des emmerdeurs ? à des ricaneurs ?

(...)

C'est bizarre, toujours, comme hommage : en l'honneur de ces empêcheurs de penser en rond, voilà que devraient s'arrêter les lieux de pensée, et surtout de contre-pensée. En l'honneur de ces diviseurs – car ces dessinateurs et journalistes étaient des diviseurs, qui suscitaient des désaccords, des controverses, c'est-à-dire de la vie –, il faudrait en appeler à l'union, au consensus doux. En l'honneur de « la liberté d'expression », partout proclamée, il faudrait que n'existe qu'une expression unanime de douleur, et que se taisent les dissidences. Pénible paradoxe. »

François Ruffin

http://www.fakirpresse.info/Le-poison-de-l-union.html?var_mode=calcul

Unité populaire, oui. Unité des partis, non

La légitime émotion collective créée par l'attentat contre Charlie Hebdo ne doit pas être le prétexte d'un Patriot Act à la française. Elle doit aussi conduire à une lutte sans compromis contre les fondamentalismes qui prospèrent aujourd'hui.

L'effroyable massacre de la rédaction de Charlie Hebdo a suscité une intense émotion, un sentiment profond de dégoût contre un acte barbare. Spontanément des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, les déclarations ont été unanimes pour condamner ces assassinats, c'était bien le minimum.

Il n'y a pas lieu de douter de la sincérité de toutes celles et tous ceux qui se sont exprimés, mais au-delà de la sidération commune, commencent les divergences politiques. Dès ses premières déclarations, le président de la République a appelé à « l'unité nationale face à la barbarie ». Il n'en est pas question. Une union nationale des forces politiques supposerait un accord sur ce qu'il faut dire et faire après un tel événement. C'est évidemment impossible.

La tentation sécuritaire

Au lendemain même de l'attentat meurtrier à Charlie Hebdo, Marine Le Pen a déjà embrayé, réclamant un référendum sur la peine de mort. S'agissant de lutter contre des djihadistes qui partout manifestent le peu de cas qu'ils font de leur propre vie, aspirant plutôt au martyr, la revendication est grotesque. La présidente du FN le sait bien, et si elle utilise cette arme, c'est qu'elle tente de capter l'aspiration à l'ordre qu'un tel événement fait naître au sein d'une fraction de la population.

Depuis des années, l'arsenal législatif a été sans cesse modifié, se traduisant à chaque fois par de nouvelles restrictions des libertés et des moyens accrus de surveillance par l'État. Nicolas Sarkozy s'était spécialisé dans l'exploitation nauséabonde de faits-divers, pour alourdir à chaud les lois répressives de ce pays. Les conséquences sont bien connues, avec une criminalisation croissante des mouvements sociaux, les procès en tout genre contre des syndicalistes et l'utilisation d'armes disproportionnées contre des manifestations.

Le 24 décembre, dans un curieux cadeau de Noël aux internautes, Matignon a publié un décret d'application à l'article 20 de la loi de programmation militaire (LPM). Ce texte, sous le vocable lénifiant d'« accès administratif aux données de connexion » permet une très large surveillance des télécommunications des Français (téléphone, SMS, internet, etc...) par les services de l'État.

Lutter contre la barbarie fondamentaliste

Tous les éléments d'un Patriot Act à la française sont déjà en place. Nul doute que des voix nombreuses vont, au nom de la lutte contre le terrorisme, demander de nouvelles restrictions démocratiques. D'autres réponses sont pourtant possibles. Celle de Fabian Stang, maire d'Oslo, après la tuerie de l'Île Utøya perpétrée par le néo-nazi Anders Breivik en 2011 (69 morts parmi les jeunes socialistes norvégiennes), est admirable : « Nous allons punir le coupable. La punition, ce sera plus de générosité, plus de tolérance, plus de démocratie. » Elle évoque ce que doit être notre combat. Combattre la barbarie

commence par ne pas abandonner nos valeurs. Céder à la peur, en rabattre sur nos exigences démocratiques est un piège redoutable (lire aussi «Face à l'horreur, ni la peur ni la haine»). C'est reconnaître nous-même que nos ennemis ont gagné en entrant sur leur terrain. S'il ne faut rien lâcher sur nos valeurs d'égalité, de démocratie, il faut aussi mener un combat implacable contre la barbarie djihadiste. Celle-ci est plus encore l'expression d'un projet politique totalitaire qu'une dérive intégriste et disons le mot, c'est une forme de fascisme. Les exactions de Daesh au Proche-Orient sont proprement abominables. Le massacre de mercredi n'est qu'un échantillon de ce que subissent tous les jours les populations yézidies, kurdes, chrétiennes et sunnites en Irak et en Syrie.

Cela suppose donc un combat de tous les instants contre ces courants, mais aussi leurs protecteurs. Chacun sait que l'Arabie Saoudite et surtout le Qatar ont abondamment financé Al Qaïda et Daesh, deux pays avec lesquelles la France entretient les meilleures relations pour des raisons économiques. Il y a peu encore, Nicolas Sarkozy, qui demande aujourd'hui des mesures énergiques au gouvernement, cachetonnait complaisamment à Doha à l'invitation de la Qatar National Bank. De toute évidence, la lutte contre le djihadisme est soluble dans le carnet de chèques.

S'opposer à l'ascension politique des intégrismes religieux

Une partie de la gauche doit aussi balayer devant sa porte. Il faut être intraitable contre toutes les formes de racisme. Les discours haineux, les amalgames nausé-

bonds contre les musulmans sont devenus monnaie courante et nécessite un combat acharné et sans relâche. Mais ce qui s'est passé mercredi à la rédaction de Charlie Hebdo, les horreurs quotidiennes en Afghanistan, au Pakistan ou au Proche-Orient ne sont pas seulement le fruit d'une réaction, même très dévoyée, aux interventions impérialistes ou au climat antimusulman en France.

Il existe, de par le monde, une montée globale des intégrismes religieux et de leurs projections politiques. Le Tea Party aux États-Unis, la victoire électorale du BJP en Inde, l'extrémisme juif ou l'islamisme radical traduisent un recul de la sécularisation de la politique. Le phénomène est trop général pour ne pas renvoyer à des raisons d'ensemble qu'il faudra analyser en détail. Tous ces courants sont irréductiblement nos ennemis. Baisser la garde au nom d'un adversaire principal que serait l'impérialisme (ou autre) serait une tragique erreur. Au sein même du monde musulman existe une lutte à mort entre des courants modérés et des forces ultra-réactionnaires. Ces derniers doivent être défaits.

Notre horizon, notre projet conjuguent égalité, liberté et solidarité. Cela suppose un combat de tous les instants contre la logique folle du capitalisme qui détruit nos sociétés. Cela signifie, aussi, d'être intraitable contre tous les fanatismes dont les valeurs sont point par point antinomiques aux nôtres

Guillaume Liégard, regard

<http://www.regards.fr/web/article/unite-nationale-c-est-non>

«Nous ne nous en sortirons que par une révolution politique»

MEDIAPART : Comment avez-vous reçu les attentats de Paris ?

MARIE-JOSÉ MONDZAIN : Comme quelque chose de totalement éruptif et bouleversant, mais pressenti et loin d'être achevé. Il y a bien sûr cette violence si particulière, qui touche au plus près : je connaissais certaines des victimes de Charlie Hebdo. Stupeur, chagrin, deuil. Mais si je me réfère à l'état commotionnel du 11 septembre 2001 – on ne s'y attendait alors pas du tout –, notre désarroi vient aujourd'hui de ce que nous y réfléchissons depuis des mois et des années, du fait de ce qui s'est passé en Irak, en Libye, en Syrie, ou au Mali. Le Proche et le Moyen-Orient, l'islamisme, l'intégration ou la non-intégration d'une certaine communauté musulmane en France, sont des questions qui n'ont cessé de se dresser et de se tresser sous nos yeux. Nous ne tombons pas des nues. « J'attendais ça », soupira la vendeuse d'un magasin de vêtements de la rue Saint-Antoine à Paris, où j'ai appris la nouvelle mercredi. C'est comme la mort annoncée de quelqu'un : il y a toujours quelque chose d'irréductiblement surprenant. On nous dit que ce n'est pas fini. Quand cela recommencera, nous serons à nouveau commotionnés, envahis par le même chagrin et le même désespoir. Nous sommes donc pris dans ce double registre émotionnel, qui cumule l'attente et la surprise.

Comment y faire face, intellectuellement ?

La mort et le mal nous agressent et nous laissent sans réponse, tout en nous fécondant : il faut que l'impensable soit pensé et lui seul mérite finalement de l'être... Si nous nous unissons au nom de l'impensable, nous nous livrons aux mains de ceux qui pensent à notre place et qui prendront des décisions terribles sans que nous ayons pu exprimer nos doutes, nos interrogations, nos analyses. En tant que philosophe et citoyenne, je me dis : au travail ! Je l'avais tenté – et on m'en fit grand reproche –, au lendemain du 11-Septembre. C'était dans *Le Monde*, qui venait de publier son fameux éditorial : « Nous sommes tous américains. » Ma tribune avait pour titre : « Je ne me sens pas américaine. » « Je ne suis pas Charlie Hebdo » est déjà confisqué, pas par la pensée de gauche, cette fois... Quand j'ai vu surgir « Je suis Charlie », j'ai constaté, effectivement, une forme d'invariant dans le lexique des lendemains de catastrophe : cette signalisation de l'identification, empathique, compassionnelle, qui a sa valeur

“fraternisante”. Mais attention ! Elle peut être très contre-productive. Ce « tous unis dans la terreur » induit une indistinction, une union de tous à tous les niveaux, dans toutes les classes sociales et dans tous les coins du monde : ce n'est pas vrai, c'est une fausse universalité qui opère comme slogan de communication massifiante. Nous ne sommes pas tous pareils face à cet événement. Certains vont tenter d'en tirer parti politiquement ; d'autres le vivront d'une façon purement primaire et affective, haineuse parfois ; enfin une minorité, que je souhaite voir devenir majoritaire, entend donc réfléchir aux causes véritables et profondes de cette situation. Un responsable du maintien de l'ordre l'a très bien dit lui-même, au soir du dénouement de ces attentats : nous continuerons à nous opposer par la force au terrorisme mais il faut réfléchir aux sources, nous ne sommes pas la solution. Voilà ce que cet homme a signalé au pouvoir et aux médias. C'est précisément quand nous avancerons dans l'analyse des causes que nous trouverons des désaccords.

Lesquels ?

Il faut demander des comptes à une grande partie des médias sur leur gestion de l'invisibilité ou même de l'effacement d'une jeunesse en déshérence, en désarroi, sans avenir, sans racines, ni culture, ni langue, ni mémoire : une jeunesse qui n'a jamais eu qu'une place réservée à la Star Academy ou dans certains sports, pour accéder à la visibilité et à l'illusion d'une intégration. Après que la traque était terminée, que la tragédie s'était achevée dans le sang, qu'il n'y avait donc plus lieu de se lancer dans des appels à témoins, avez-vous remarqué comment BFMTV et bien d'autres n'ont cessé, vendredi 9 janvier, de 17 h 30 à minuit passé, d'afficher les visages des trois terroristes qui avaient donc été déjà reconnus, nommés, tués : un Noir et deux personnages « de type maghrébin », comme on dit, dont l'un avec un petit peu de barbe. Et ça revenait en boucle... Pourquoi ? Pourquoi, puisqu'ils sont morts, sinon que ces médias étaient en train de fabriquer des effigies, des icônes de la terreur, avec une typologie sous-jacente et silencieuse. Les télévisions d'information en continu ont imprimé, dans la rétine de nos concitoyens, des vignettes propres à nous embarquer dans un face-à-face anthropométrique. *La télévision a transformé des visages en faciès.*

« Il faut se battre pour la laïcité »

Faut-il renoncer à toute image ?

Là n'est pas la question : il faut des images ! Sont alors épinglées des personnes qui ont passé leur vie à se masquer et à voiler leurs femmes, qui ont donc de véritables stratégies d'invisibilité, de clandestinité, comme s'il fallait redoubler la disparition dont ils furent d'abord victimes, de par leur propre effacement initial dans la société française. Et ces personnes passent, tout à coup, dans un régime spectaculaire de héros meurtriers flamboyants. Au lieu d'enregistrer cet événement sous le mode respectueux dont doit bénéficier un être humain même condamné à mort – et de toute façon ils sont morts et ont payé pour leurs crimes –, nous entretenons les braises du faciès haïssable, de l'iconicité de l'homme à abattre. Ben Laden en fut un gestionnaire exemplaire. Dans toute l'histoire – coloniale puis de l'immigration –, de tels visages ont été des visages de clandestins. Ils voyagent en se cachant. Ils ne sont découverts que morts. Ils ont été frappés par un continu non-droit à l'image. Et tout cela s'inverse quarante-huit heures durant à la télévision : survalorisation effarante de la médiatisation par l'image. J'y vois le contrepoint direct des décapitations, des horreurs et des tortures balancées sur YouTube par Daesh : puisque nous vivons dans l'image, en voici ! Le clandestin maintenu dans l'invisibilité devient alors le deus ex machina du spectaculaire et de la mise en scène. Et il nous renvoie nos idoles, en un effet miroir.

En jouant sur la religion...

Ils viennent effectivement d'une culture marquée par la méfiance voire le refus à l'égard des images, mais ils deviennent les maîtres des images. Ils répondent, en veux-tu en voilà, à la demande des iconolâtres. Ils appellent au téléphone le moteur de la visibilité : BFM-TV, pas l'AFP. Ils médiatisent et théâtralisent. Stockhausen avait même parlé du 11-Septembre comme d'une « performance artistique », pour insister sur cette mise en spectacle pratiquée par les terroristes, ce qui avait choqué beaucoup de monde. Treize ans plus tard, l'organisation pyramidale avec un chef charismatique, iconique et sacralisé (Ben Laden) a disparu, au profit d'instances disséminées. Voilà qui s'avère également en miroir avec ce que vivent les sociétés occidentales : nous n'avons plus guère de chef non plus, et surtout pas charismatiques, en France singulièrement ! Personne pour « défendre nos valeurs », comme on dit. Aucune figure rédemptrice à l'horizon quant à la République ou à la démocratie : avis de recherche généralisé... Les citoyens s'organisent alors pour ne plus penser en termes de politiciens providentiels, d'élections, ou de partis. Fini, les héros, pensons en termes de réseaux, d'associations, de forces microsismiques. Si nous pouvons changer ce

monde, ce ne peut être qu'en travaillant la trame de la société de la façon la plus souterraine qui soit. Nous ne sommes pas loin de la dissémination clandestine. Or c'est exactement la leçon tirée par Daesh, comme le dit Gilles Kepel : constituer, grâce à la dissémination, un tissu de plus en plus menaçant, qui va ronger de l'intérieur et de façon insidieuse la structure sociale et politique de l'ennemi désigné. Les islamistes se posent donc la question du pouvoir dans les mêmes termes que nous ! Avec un supplément : ils se sont saisis d'une idéologie religieuse. Elle leur sert de fil conducteur, à la fois ancestral et artificiel. L'islamisme est un islam trafiqué, qui trahit, nous dit-on, les véritables valeurs musulmanes, ce que je suis prête à croire – comme je suis prête à croire qu'il existe, au contraire, un islam parfaitement libéral, humaniste, apte à vivre dans la République française ou en Europe, dans la concitoyenneté la plus paisible. Mais quand j'entends à la radio un responsable musulman français déclarer qu'il attend, au lendemain des attentats de Paris, que l'islam soit considéré comme une religion nationale, je regimbe. La question me semble plutôt de savoir si les musulmans, comme les chrétiens ou les juifs de France, s'accorderont pour vivre dans une société laïque. Je suis sûre que les attentats de Paris n'ont rien à voir avec l'islam – ce n'est qu'une idéologie perverse de manipulation agitée par les recruteurs des terroristes –, mais il serait bon que la communauté musulmane condamne un jour publiquement, en France, l'exercice de la charia.

Une telle injonction n'est-elle pas, à cette heure, d'une grande violence suspicieuse à l'égard de tout citoyen français de confession musulmane ?

Je pense que la situation des femmes musulmanes doit partager les libertés et les acquis – culturels ou politiques – des femmes juives, chrétiennes, etc. Peut-être que j'ai tort d'en faire la demande – je n'en fais pas une condition et suis d'accord pour qu'il y ait, dans l'état des choses, une normalisation absolue de la religion musulmane à l'égale des autres confessions. Toutefois, en tant que femme, je souffre lorsque je vois la condition des musulmanes, citoyennes françaises, en France. Tout comme pour certaines femmes juives ultra orthodoxes, ajouterai-je. Sans oublier les fous furieux de la communauté chrétienne aperçus lors de "la Manif pour tous". Il faut se battre pour la laïcité.

« Grimace disqualifiante virant à la nausée »

Une laïcité de tolérance ; pas forcément si sourcilieuse à l'endroit de l'ensemble d'une communauté ainsi montrée du doigt...

Sans doute faut-il procéder par étapes. Et sûrement pas

au lendemain des attentats de Paris. Mais à plus ou moins long terme, il faudra en passer par là. J'ai de plus en plus de mal avec le voile intégral qui condamne les femmes à l'invisibilité – même si certaines prétendent ne pas se sentir effacées, mais se sentent protégées voire sacralisées et toutes-puissantes sous leur voile. La place des femmes revenait dans le discours des assassins de Charlie Hebdo...

Oui, avec aussi l'assertion « on n'a pas tué de civils ». La violence n'a donc pas été « aveugle » – un responsable musulman interrogé sur une radio l'a condamnée en ce terme –, mais ciblée. Le supermarché casher était bien en ligne de mire. Rien d'aveugle dans ce choix, tout au contraire. De même que les serials killers ne tuent pas n'importe qui n'importe comment, les trois terroristes avaient leurs obsessions ritualisées. Le tueur en série se vit déjà lui-même dans la série : il n'existe pas, il est irréparable et sérialisé. Il agit précisément depuis cet effacement dans la série. C'est un numéro : un non-sujet qui fait un "numéro", c'est-à-dire une performance spectaculaire. Il sort paradoxalement de l'anonymat par la destruction des autres et par sa propre destruction, sacralisée, idéalisée. Avec dix-sept victimes en trois jours, trois terroristes tueurs en série se sont donné des cibles, tout comme Mohammed Merah voilà bientôt trois ans. À Toulouse, ce n'étaient pas des dessinateurs de presse mais des militaires et comme toujours des juifs. Cibler la création, c'est avouer sa propre haine de la vie et croire dans l'impossibilité de la liberté. Cela suppose un effondrement subjectif, dont les causes nous concernent au plus vif.

Qu'ont-elles en commun, ces cibles, à leurs yeux de terroristes ?

Elles incarnent l'objet d'un immense dégoût et d'un rejet radical qu'inspire l'Occident à l'islamisme fondamentaliste – et parfois, il faut bien le dire, à des tenants moins extrémistes de la religion musulmane. L'Occident néolibéral apparaît politiquement et moralement pornographique, idolâtre et profanateur de la transcendance.

La civilisation ou bien la démocratie occidentale ?

La civilisation capitaliste occidentale issue de l'impérialisme colonial et de la généralisation de la corruption. La faiblesse que perçoivent les terroristes dans une démocratie délibérative, qui prétend accueillir autrui, n'est-elle pas à rapprocher de leur mépris envers la femme ? Le dégoût, surtout dans une passion meurtrière, n'est pas une chose simple. Il y a sûrement un dégoût sexuel et politique se fixant sur la faiblesse, à laquelle s'oppose une exaltation de la force. La situation coloniale permet

de comprendre d'où vient ce genre de répulsion. Je suis née en Algérie en 1942. Adolescente, j'ai constaté le haut-le-cœur qu'inspirait le colonisé chez le colonisateur. Qu'il s'agît de son habillement, de son odeur, de sa cuisine, de sa culture, de sa langue, de sa famille : tout était l'objet d'une grimace disqualifiante virant à la nausée. Le colonisé était perçu et décrit comme un animal sans hygiène physique ni morale.

Le dégoût du terroriste actuel serait en miroir du dégoût du colon de jadis ?

Oui. Abdelwahab Meddeb avait analysé tous les registres de causalité de ce qu'il appelait La Maladie de l'islam : la colonisation n'était pas des moindres. De la Compagnie des Indes orientales en Afrique du Sud aux "boat people" de Lampedusa ou Gibraltar, il y a un fil rouge dont nous payons le prix aujourd'hui. Mais il est essentiel, pour comprendre ce qui se passe sous nos yeux, de faire une analyse des enjeux financiers et de la duplicité de certains pays musulmans à l'égard du fondamentalisme. Les stratégies meurtrières que nous voyons opérer au Moyen-Orient, face à la passivité tout aussi stratégique de l'Europe, sont inséparables des intérêts pétroliers, ou des trafics d'armes et de drogue.

C'est en réaction à une telle géopolitique, qui s'est pétrifiée avant de se putréfier comme en Syrie, que l'islam devient une force purificatrice menant à cet islamisme d'angeexterminateur, à même de parcourir une jeunesse désespérée, du Sud au Nord. Voilà comment certains éléments les plus enragés entendent devenir, à partir de leur invisibilité, la puissance la plus spectaculaire en tant que puissance de mort : c'est une sorte de « Viva la muerte ! ».

Comment est-ce réparable ?

En France, il y a une défaillance fondamentale dans la distribution du savoir et de l'égalité des chances. La société massifiée par le néolibéralisme est fondamentalement inégalitaire. Nous ne nous en sortirons que par une révolution politique. Celle-ci n'a encore effleuré ni la médiocratie régnante, ni la domination néolibérale : privilégier l'éducation, séparer la culture de la communication, apprendre l'art du voisinage et le débat conflictuel non meurtrier. La réponse à ce qui se passe ne peut être que politique et doit passer par les énergies créatrices. Ce n'est pas un hasard si les victimes, mercredi, étaient des artistes. Si ce monde doit changer, pensons alors ce changement en termes de création, d'invention, d'imagination. Gide disait : « Les criminels manquent d'imagination. »

Propos recueillis par Antoine Perraud

<http://www.mediapart.fr/article/offert/ed88af43420fc9a021a1909d09ff7c8c>

La France frappée au cœur de sa nature laïque et de sa liberté

La France a été frappée au cœur de sa nature laïque et de son idée de liberté, justement dans l'attentat contre l'hebdomadaire typique de l'irrespect, de la dérision atteignant le sacré sous toutes ses formes, notamment religieuses. Or l'irrespect de Charlie Hebdo se situe au niveau du rire et de l'humour, ce qui donne un caractère monstrueusement imbécile à l'attentat.

Contradiction non surmontable

Il y eut problème au moment de la publication des caricatures. Faut-il laisser la liberté offenser la foi des croyants en l'Islam en dégradant l'image de son Prophète ou bien la liberté d'expression prime-t-elle sur toute autre considération ? Je manifestai alors mon sentiment d'une contradiction non surmontable, d'autant plus que je suis de ceux qui s'opposent à la profanation des lieux et d'objets sacrés. Mais bien entendu, cela ne modère en rien mon horreur et mon écœurement de l'attentat contre Charlie Hebdo. Cela dit, mon horreur et mon écœurement ne peuvent m'empêcher de contextualiser l'immonde attentat. Il signifie l'irruption, au cœur de la France, de la guerre du Moyen-Orient, guerre civile et guerre internationale où la France est intervenue à la suite des États-Unis.

La montée du Daech est certes une conséquence des radicalisations et pourrissements de guerre en Irak et en Syrie, mais les interventions militaires américaines en Irak et en Afghanistan ont contribué à la décomposition de nations composites ethniquement et religieusement comme la Syrie et l'Irak. Les États-Unis ont été apprentis sorciers et la coalition hétéroclite et sans véritable force qu'ils conduisent est elle-même vouée à l'échec, vu qu'elle ne réunit pas tous les pays intéressés, vu aussi qu'elle fixe comme but de paix l'impossible restauration de l'unité de l'Irak et de la Syrie, alors que la seule véritable issue pacifique (actuellement irréalisable) serait une grande confédération des peuples, ethnies, religions du Moyen-Orient, sous garantie de l'Organisation des nations unies, seul antidote au Califat.

Coïncidence

La France est présente par son aviation, par les Français musulmans partis pour le Djihad, par les Français musulmans revenus du Djihad, et maintenant, il est désormais clair que le Moyen-Orient est présent à l'intérieur de la France par l'activité meurtrière qui a débuté avec l'attentat contre Charlie Hebdo, comme déjà le conflit israélo-palestinien est présent en France. Par ailleurs, il y a une coïncidence, du reste fortuite, entre l'islamisme intégriste meurtrier qui vient de se manifester et les œuvres islamophobes de Zemmour et Houellebecq, elles-mêmes devenues symptômes d'une virulence aggravée non seulement en France, mais aussi en Allemagne, en Suède, de l'islamophobie.

La peur va s'aggraver

La pensée réductrice triomphe. Non seulement les fanatiques meurtriers croient combattre les croisés et leurs alliés les juifs (que les croisés massacraient), mais les islamophobes réduisent l'arabe à sa supposée croyance, l'islam, réduisent l'islamique en islamiste, l'islamiste en intégriste, l'intégriste en terroriste. Cet anti-islamisme devient de plus en plus radical et obsessionnel et tend à stigmatiser toute une population encore plus importante en nombre que la population juive qui fut stigmatisée par l'antisémitisme d'avant-guerre et de Vichy. La peur va s'aggraver chez les Français d'origine chrétienne, chez ceux d'origine arabe, chez ceux d'origine juive. Les uns se sentent menacés par les autres et un processus de décomposition est en cours, que peut-être pourra arrêter le grand rassemblement prévu samedi 10 janvier, car la réponse à la décomposition est le rassemblement de tous, comprenant toutes ethnies, religions et compositions politiques.

Edgar Morin, *Sociologue et philosophe - Le Monde*

Victimes et profiteurs collatéraux du massacre ciblé de Charlie Hebdo

La mise à mort de la rédaction de Charlie Hebdo réclamée de longue date par des sectes salafistes et exécutée par deux recrues françaises du Djihad est immonde. Et ce n'est pas trahir mon émotion solidaire que d'annoncer ici un sentiment de gêne discordant : ces dix dernières années, il m'a semblé que Charlie hebdo, ce joyeux fanzine de l'anticléricalisme franchouillard a connu une évolution parfois douteuse et fait une fixette sur l'islam (moquant pêle-mêle ses us, coutumes et dérives intégristes), cette focalisation satirique prenant un tour d'abord salement obsessionnel puis franchement écoeurant. J'avais d'ailleurs consacré un long billet à cette inquiétante dérive, en septembre 2012, sous ce titre : « *De l'autodérision subversive à la monomanie caricaturale.* »

Ce n'est pas renier une émotion solidaire que de rappeler aussi dans quel contexte intellectuel nauséabond ces assassinats ciblés (et leur redoublement antisémite) se sont inscrits : entre autres, la campagne promotionnelle du dernier livre de Michel Houellebecq. En l'occurrence, un tir groupé médiatique d'une ampleur inédite pour un livre, *Soumission*, dont le scénario de politique-fiction valide implicitement la thèse du « grand remplacement » échafaudée par l'écrivain identitaire Renaud Camus et vulgarisée à très grand tirage par le pitre misogyne Éric Zemmour. De quoi s'agit-il ? D'un délire complotiste jouant sur le péril démographique d'une France submergée en secret par son immigration arabo-musulmane (naturalisations et allocations familiales aidant). Avec à brève échéance (une génération), la substitution d'un « peuple » par un autre, les petits blancs déchristianisés se découvrant soudain minoritaires et soumis à la loi des nouveaux arrivants, les masses d'obédience islamique (sorties de leur trompeuse clandestinité). Or, c'est bel et bien la source d'inspiration implicite

du best-seller houellebecquien, sa clef-de-voute insidieuse – justement dénoncée par quelques critiques littéraires à rebours d'une complaisance médiatique sans précédent envers ledit opus.

Quel rapport me dira-t-on ? Primo, la montée en puissance du bruit de fond islamophobe n'est pas une vue de l'esprit, mais un des effets collatéraux majeurs des politiques de la peur qui gouvernent nos sociétés. Et cet état de confusion mentale était à son comble, mercredi dernier, après plusieurs jours d'omniprésence audio-visuelle de Michel H., ce faux-prophète de malheur. Deuzio, dans le dernier numéro de Charlie hebdo cohabitaient une caricature de couverture peu flatteuse de l'auteur suscitée et un éloge appuyé de son brûlot islamophobe par un des éditorialistes. Dire cela, ce n'est en rien révéler un lien de cause à effet ni excuser ces meurtres injustifiables, c'est souligner qu'à tout le moins l'équipe rédactionnelle de ce journal manquait de vigilance anti-fasciste (malgré sa culture libertaire d'origine) en ne dénonçant pas unanimement le discours raciste sous-jacent de *Soumission*. Bref c'est constater que, sur ce point précis – la vulgarisation insidieuse des discours arabophobes – Charlie hebdo était assez conforme à l'air du temps, alimentant sans garde-fou ni discernement la confusion des esprits.

Ce n'est pas désavouer une émotion solidaire que de remettre en outre sur la table quelques données géopolitiques : l'offensive djihadiste actuelle (bien réelle) n'est nullement le signe annonciateur du « choc des civilisations » espéré par certains idéologues de la droite évangéliste étazunienne (ou d'une « guerre de civilisation », agitée comme un chiffon rouge par l'ex-président Nicolas S. au cœur de l'immense rassemblement de dimanche). Répétons-le, aujourd'hui plus que jamais, il ne

s'agit pas d'un choc impérial entre un Occident affaibli parce qu'en crise d'identité et le futur Califat islamique unifié du Maghreb au Moyen-Orient, mais d'un combat qui fait rage depuis des décennies au sud de la Méditerranée, les premières victimes de cette lutte idéologique étant des musulmans plus ou moins pratiquants qui se comptent par centaines de milliers (de l'Algérie durant la « décennie noire » aux récents éradication de Daech en Irak et en Syrie). Faut-il avoir la mémoire courte pour oublier d'ailleurs que dans nombre de ces pays, le Printemps arabe a représenté un acte d'insoumission d'une bravoure et d'une lucidité inouïes en ouvrant la lutte sur deux fronts, contre les dictatures militaires (soutenues par nos gouvernants) et contre la fausse alternative du rigorisme intégriste. Et que ces peuples sont toujours à l'heure qu'il est entre le marteau et l'enclume. Bref, **on gagnerait à se souvenir que la ligne de fracture n'est pas civilisationnelle, mais bien politique** et que, dans les rues du Caire ou de Tunis, la nouvelle génération des caricaturistes contestataires ne s'y trompent pas, eux, ils savent que les salafistes de toutes espèces, sont des ultra-conservateurs fascistes, leur bête immonde à eux, comme nous avons la nôtre...

Ce n'est pas abjurer une émotion solidaire que de m'inquiéter de l'ambivalence des points de vue qui peuvent coexister derrière le mot de passe #JeSuisCharlie. Non que je mette en doute un instant la sincère spontanéité de ce cri de ralliement, pour la liberté d'expression (d'accord, bien sûr), contre l'instinct de mort de l'intolérance (certes), mais qu'on peut également y sonder une union sacrée de façade qui risque de noyer trop de poissons dans la même nasse. Pour ma part, je veux bien rire aux larmes ou pleurer les morts, mais pas en n'importe quelle compagnie. C'est pourquoi, j'ai manifesté hier, sans porter de sticker, ni d'affichette #JeSuisCharlie, mais en brandissant sur un modeste écriteau de carton ce programme minimum : « CONTRE TOUS LES FASCISMES, DJIHADISTE OU LEPÉNISTE. » Qui m'a d'ailleurs valu les sourires amicaux de beaucoup et une légère désapprobation entrevue dans le regard de certains. Désolé donc, mais il sera difficile (et dangereux)

de nous contenter longtemps de ce degré zéro de l'énonciation (#JeSuisCharlie) qui, il faut bien nous l'avouer, est à l'image d'une dépolitisation alarmante des consciences. Derrière l'unanimité émotionnel, chacun devra bientôt se rappeler que nos propres fanatiques identitaires sont là, en embuscade, à la périphérie mentale du Front National, prêts à tout pour surfer sur cette vague d'indignation, et qu'il est urgent de s'en dissocier dans la rue et dans les têtes.

Autre signe de cette dépolitisation, et non des moindres, l'imprégnation profonde du scepticisme complotiste circulant parmi l'arborescence des réseaux sociaux. Et depuis quelques jours, la chose a enflé dans des proportions effarantes. Certains voudront y diagnostiquer l'emprise des œillères islamistes chez les Djeunes-de-banlieue-issus-de-l'immigration (en un seul mot stigmatisant), or que ce phénomène est bien plus large et touche à des degrés divers l'ensemble de la nouvelle génération : le remplacement de l'esprit critique engagé (et ses polémiques de fond) par des réflexes paranoïaques-critiques – « on » nous cache tout, « on » nous ment, « on » nous manipule. D'où la difficulté durable de désarmorcer la popularité diffuse de la sphère Dieudonné & co, jouant sur tous les tableaux de la provocation victimaire et du conspirationnisme permanent.

Cet ultime symptôme de la confusion mentale qui nous guette devrait nous servir de leçon. Il n'est que temps de réoccuper l'espace politique et de réinvestir, loin des faux-débats de « l'intégration » ethnico-confessionnelle, la question sociale de nos conditions d'existence. A cet égard, la lutte contre la précarisation généralisée, qui mobilise les énergies en Grèce ou en Espagne, est plus que jamais à l'ordre du jour. Il n'est pas d'autre moyen pour tarir à sa source les stratégies du pire qui nous menacent, celle des nazislamistes comme celle des fachos White Power, bref celles du ressentiment morbide contre des boucs émissaires désarmés.

Yves pagès, *écrivain*

<http://www.archyves.net/html/Blog/?p=6238>

Charlie à tout prix ?

Lorsque le pouvoir de transfiguration de la mort, ce rituel social qui commande l'éloge des disparus, se joint à la puissance d'une émotion commune à l'échelle de la société tout entière, il est à craindre que ce soit la clarté des idées qui passe un mauvais moment. Il faut sans doute en prendre son parti, car il y a un temps social pour chaque chose, et chaque chose a son heure sociale sous le ciel : un temps pour se recueillir, un temps pour tout dire à nouveau.

Mais qu'on se doive d'abord à la mémoire de ceux qui sont morts n'implique pas, même au plus fort du traumatisme, que toute parole nous soit interdite. Et notamment pour tenter de mettre quelque clarification dans l'inextricable confusion intellectuelle et politique qu'un événement si extrême ne pouvait manquer, en soi, de produire, à plus forte raison sous la direction éclairée de médias qui ne loupent pas une occasion de se refaire la cerise sur le dos de la « liberté d'expression », et de politiques experts en l'art de la récupération.

Disons tout de suite que l'essentiel de cette confusion se sera concentré en une seule phrase, « Je suis Charlie », qui semble avoir tout d'une limpide évidence, quand tant d'implicites à problème s'y trouvent repliés.

« Je suis Charlie ». Que peut bien vouloir dire une phrase pareille, même si elle est en apparence d'une parfaite simplicité ? On appelle métonymie la figure de rhétorique qui consiste à donner une chose pour une autre, avec laquelle elle est dans un certain rapport : l'effet pour la cause, le contenu pour le contenant, ou la partie pour le tout. Dans « Je suis Charlie », le problème du mot « Charlie » vient du fait qu'il renvoie à une multitude de choses différentes, mais liées entre elles sous un rapport de métonymie. Or ces choses différentes appellent de notre part des devoirs différents, là où, précisément, leurs rapports de métonymie tendent à les confondre et à tout plonger dans l'indistinction.

Charlie, ce sont d'abord des personnes humaines, privées — par bonheur, on s'est aperçu rapidement que dire simplement « Charlie » pour les rassembler faisait bon marché de deux policiers, un agent de maintenance, un malheureux visiteur de ce jour là, et puis aussi de cinq autres personnes, dont quatre juives, tuées les deux jours d'après. Sauf à avoir rompu avec toute humanité en soi, on ne pouvait qu'être frappé de stupeur et d'effroi à la nouvelle de ces assassinats. Mais l'émotion n'a été si considérable que parce qu'il était perceptible à tous que ce qui venait d'être attaqué excédait évidemment les personnes privées. Et voici donc le

deuxième sens possible de « Charlie » : Charlie comme métonymie des principes de liberté d'expression, des droits à exprimer sans craindre pour sa sécurité, tels qu'ils sont au cœur de notre forme de vie.

On pouvait donc sans doute se sentir Charlie pour l'hommage aux personnes tuées — à la condition toutefois de se souvenir que, des personnes tuées, il y en a régulièrement, Zied et Bouna il y a quelque temps, Rémi Fraisse il y a peu, et que la compassion publique se distribue parfois d'une manière étrange, je veux dire étrangement inégale.

On pouvait aussi se sentir Charlie au nom de l'idée générale, sinon d'une certaine manière de vivre en société, du moins d'y organiser la parole, c'est-à-dire au nom du désir de ne pas s'en laisser conter par les agressions qui entreprennent de la nier radicalement. Et l'on pouvait trouver qu'une communauté, qui sait retourner ainsi à l'un de ses dénominateurs communs les plus puissants, fait une démonstration de sa vitalité.

Mais les choses deviennent moins simples quand « Charlie » désigne — et c'est bien sûr cette lecture immédiate qui avait tout chance d'imposer sa force d'évidence — quand « Charlie », donc, désigne non plus des personnes privées, ni des principes généraux, mais des personnes publiques rassemblées dans un journal. On peut sans la moindre contradiction avoir été accablé par la tragédie humaine et n'avoir pas varié quant à l'avis que ce journal nous inspirait — pour ma part il était un objet de violent désaccord politique. Si, comme il était assez logique de l'entendre, « Je suis Charlie » était une injonction à s'assimiler au journal Charlie, cette injonction-là m'était impossible. Je ne suis pas Charlie, et je ne pouvais pas l'être, à aucun moment.

Je le pouvais d'autant moins que cette formule a aussi fonctionné comme une sommation. Et nous avons en quelques heures basculé dans un régime de commandement inséparablement émotionnel et politique. Dès ses premiers moments, la diffusion comme traînée de poudre du « Je suis Charlie » a fait irrésistiblement penser au « Nous sommes tous américains » du journal Le Monde du 12 septembre 2001. Il n'a pas fallu une demi-journée pour que cette réminiscence se confirme, et c'est Libération qui s'est chargé de faire passer le mot d'ordre à la première personne du pluriel : « Nous sommes tous Charlie » — bienvenue dans le monde de l'unanimité décrétée, et malheur aux réfractaires. Et puis surtout célébrons la liberté de penser sous l'écrasement de tout dissensus, en mélangeant subrepticement l'émotion de la tragédie

et l'adhésion politique implicite à une ligne éditoriale. Ceci d'ailleurs au point de faire à la presse anglo-saxonne le procès de se montrer hypocrite et insuffisamment solidaire (obéissante) quand elle refuse de republier les caricatures. Il fallait donc traverser au moins une mer pour avoir quelque chance de retrouver des têtes froides, et entendre cet argument normalement élémentaire que défendre la liberté d'expression n'implique pas d'endosser les expressions de ceux dont on défend la liberté.

Mais cette unanimité sous injonction était surtout bien faite pour que s'y engouffrent toutes sortes de récupérateurs. Les médias d'abord, dont on pouvait être sûr que, dans un réflexe opportuniste somme toute très semblable à celui des pouvoirs politiques dont ils partagent le discrédit, ils ne manqueraient pas pareille occasion de s'envelopper dans la « liberté de la presse », cet asile de leur turpitude. A l'image par exemple de Libération, qui organise avec une publicité aussi ostentatoire que possible l'hébergement de Charlie Hebdo. Libération, ce rafioteur, vendu à tous les pouvoirs temporels, auto-institué dernière demeure de la liberté d'expression ! — peut-être en tous les sens du terme d'ailleurs. Et combien de la même farine derrière Libé pour faire de la surenchère dans le Charlisme ?

« Si cet homme qui, dit-on, riait de tout revenait en ce siècle, il mourrait de rire assurément », écrit Spinoza dans une de ses lettres. Et c'est vrai qu'il y a de quoi rire longtemps à voir ainsi les organes de la soumission à l'ordre social entonner avec autant de sincérité l'air de l'anticonformisme et de la subversion radicale. Rire longtemps... enfin pas trop quand même, car il faudra bien songer un jour à sortir de cette imposture.

Ce sera sans l'aide du pouvoir politique, qui n'a jamais intérêt au dessillement, et à qui l'union nationale a toujours été la plus fidèle des ressources. Union nationale, et même internationale en l'occurrence, dont une version carabinée nous aura été administrée. Fallait-il qu'elle soit incoercible la pulsion récupératrice de François Hollande de se faire reluire à la tête de Paris « capitale du monde » pour convier, de proche en proche, jusqu'à Orban, Porochenko, et puis Netanyahu, Lieberman, etc. de hautes figures morales, connues pour se partager entre défenseurs de la liberté de la presse et amis du dialogue interconfessionnel [1].

Par bonheur, il s'est déjà trouvé suffisamment de voix pour s'inquiéter des usages, ou plutôt des mésusages, que ce pouvoir ne manquera pas de faire d'une mobilisation de masse qu'il s'empressera de considérer comme un mandat. Espérons qu'il s'en trouvera également pour recommander à quelques éditorialistes un court séjour en cellule de dégrisement, et pour leur apporter le café salé. Dans la concurrence pour être à la hauteur de l'Histoire, et même — pente aussi fatale que grotesque de l'information en continu — pour être les premiers à « annoncer » l'Histoire, il était logique que tous criassent à l'Histoire et à l'Histo-

rique à propos de la manifestation d'hier. S'il est permis d'en rire, on dira que, historique, elle l'a sans doute été sous quelque rapport, au moins pour être la première du genre où le comptage de la police avait une chance d'être supérieur à celui des organisateurs. On ne sache pas cependant qu'il soit resté grand-chose des manifestations monstres de Carpentras et du 1er mai 2002, effusions collectives qui avaient déjà hystérisé le commentariat, mais dont on doit bien reconnaître que la productivité politique aura été rigoureusement nulle.

On aimerait beaucoup qu'il en aille autrement cette fois-ci, mais on ne peut pas s'empêcher de poser en toute généralité la question de savoir s'il n'y a pas un effet de substitution entre le degré de l'unanimité et sa teneur politique possible. Par construction, arasant toute la conflictualité qui est la matière même de la politique, la masse unie est tendanciellement a-politique. Ou alors, c'est que c'est la Révolution — mais il n'est pas certain que nous soyons dans ce cas de figure... .

Il y aurait enfin matière à questionner la réalité de l'« union nationale » qu'on célèbre en tous sens. Tout porte à croire que le cortège parisien, si immense qu'il ait été, s'est montré d'une remarquable homogénéité sociologique : blanc, urbain, éduqué. C'est que le nombre brut n'est pas en soi un indicateur de représentativité : il suffit que soit exceptionnellement élevé le taux de mobilisation d'un certain sous-ensemble de la population pour produire un résultat pareil.

Alors « union nationale » ? « Peuple en marche » ? « France debout » ? Il s'agirait peut-être d'y regarder à deux fois, et notamment pour savoir si cette manière de clamer la résolution du problème par la levée en masse n'est pas une manière spécialement insidieuse de reconduire le problème, ou d'en faire la dénégation. A l'image des dominants, toujours portés à prendre leur particularité pour de l'universel, et à croire que leur être au monde social épuise tout ce qu'il y a à dire sur le monde social, il se pourrait que les cortèges d'hier aient surtout vu la bourgeoisie éduquée contempler ses propres puissances et s'abandonner au ravissement d'elle-même. Il n'est pas certain cependant que ceci fasse un « pays », ou même un « peuple », comme nous pourrions avoir bientôt l'occasion de nous en ressouvenir.

Il y a une façon aveuglée de s'extasier de l'histoire imaginaire qui est le plus sûr moyen de laisser échapper l'histoire réelle — celle qui s'accomplit hors de toute fantasmagorie, et le plus souvent dans notre dos. Or, l'histoire réelle qui s'annonce a vraiment une sale gueule. Si nous voulons avoir quelque chance de nous la réapproprier, passé le temps du deuil, il faudra songer à sortir de l'hébétéude et à refaire de la politique. Mais pour de bon.

Frédéric Lordon, économiste

<http://blog.mondediplo.net/2015-01-13-Charlie-a-tout-prix>

Si ce drame
permet de tempérer la bêtise,
tant mieux.

Mais il faut avant tous créer,
s'exprimer.

Charlie ne cherche pas
une unité nationale,
mais lutter
contre l'imbécillité

Luz, dessinateur à Charlie Hebdo